

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 31 janvier 1990

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, selon de très nombreuses fuites, d'importants ministres du Cabinet pourraient démissionner, car ils ne peuvent plus accepter la façon dont leur gouvernement s'en prend à l'infrastructure socio-économique du Canada, alors qu'il sabre à VIA Rail et dans le régime d'assurance-chômage, réduit son aide à l'étranger et administre fort mal le secteur des pêches, la réforme fiscale ainsi que l'économie en général.

Or, voilà maintenant que la Société Radio-Canada met en oeuvre, avant l'échéance prévue, les compressions de 140 millions de dollars imposées par le gouvernement. La politique du gouvernement, qui a consisté à réduire de 280 millions de dollars les crédits accordés à la Société depuis 1984, nuit à la capacité de cette dernière de promouvoir une identité bien canadienne et d'encourager la culture ainsi que les arts reflétant les valeurs qui nous sont propres et les diverses collectivités culturelles qui sont à la source de ces valeurs. Cela montre bien que le gouvernement ne met pas ses priorités au bon endroit.

La Société Radio-Canada est de moins en moins en mesure de promouvoir les deux langues officielles et l'appréciation mutuelle des collectivités multiculturelles du Canada, d'atténuer l'influence de la télévision américaine et d'offrir des services de communication aux habitants du Nord et des collectivités régionales.

Si le ministre des Communications est incapable de défendre la Société Radio-Canada contre son gouvernement, dont les priorités sont vraiment à revoir, il devrait peut-être suivre l'exemple de ses collègues sur d'autres questions et menacer d'aller exercer ses talents discutables ailleurs.

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. David MacDonald (Rosedale): Monsieur le Président, je tiens aujourd'hui à féliciter le conseil municipal de Toronto qui s'est hissé à l'avant-garde de la protection de l'environnement.

Hier, le conseil municipal a donné son accord de principe à un rapport rédigé par son comité consultatif spécial de l'environnement. Le rapport sera suivi de l'élaboration d'un plan d'action visant à ralentir le réchauffement de la planète et à combattre l'effet de serre.

Toronto est la première ville du monde à prendre une telle initiative. Dans son rapport, le comité préconisait une réduction de 20 p. 100 des émissions de CO₂ d'ici l'an 2005, la promotion des transports en commun, l'utilisation de combustibles de remplacement, les économies d'énergie, l'amélioration des pistes cyclables, un vaste programme de plantation d'arbres puisqu'ils filtrent le CO₂, la création d'un fonds de 23 millions de dollars sur la qualité de l'air et l'imposition d'une taxe de 10 p. 100 sur les produits faits de carbone.

Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales ainsi que tous les gouvernements de la planète devraient saluer l'initiative de Toronto et reconnaître cette ville comme étant à l'avant-garde dans la lutte contre le réchauffement de la planète et l'effet de serre.

* * *

LES PROGRAMMES SOCIAUX

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, dimanche dernier, à une question qui lui était posée sur la fin du financement de l'assurance-maladie, au segment de l'émission *News-world* intitulé *The Week Starts Here*, de la chaîne anglaise de Radio-Canada, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a répondu que si nous voulons que nos programmes sociaux continuent d'exister dans 10 ans, les riches devront commencer à assurer leurs frais médicaux dès maintenant. Il a laissé entendre que la mesure de récupération prévue pour les prestations de la sécurité de la vieillesse et les allocations familiales devrait s'appliquer aussi au régime de l'assurance-maladie.

De même, certains hommes d'affaires ont demandé instamment au gouvernement de pratiquer des coupes sombres dans les programmes sociaux. Dans les déclarations qu'il a faites cette semaine, le premier ministre a accepté volontiers de faire fonction d'exécuteur des hau-